Fonds d'indemnisation des services financiers : Rapport annuel, 2002

[Titre fourni par le catalogueur]

106-01288/

Madame Louise Champoux-Paillé
Présidente
Bureau des services financiers
140, Grande-Allée Est, bureau 300
Québec (Québec) G1R 5M8

Madame la présidente,

Il me fait plaisir de vous transmettre le rapport annuel 2002 du Fonds d'indemnisation des services financiers, conformément à l'article 283 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers*.

Vous y trouverez un résumé de nos activités ainsi que les états financiers vérifiés.

Veuillez agréer, madame la présidente, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Gilbert Lalonde
Président
Fonds d'indemnisation des services financiers

TABLE DES MATIÈRES

MISSION	3
PRESENTATION DE L'EQUIPE DU FISF	5
MOT DU PRESIDENT	7
INDEMNISATION EN 2002	9
RAPPORT DES VERIFICATEURS ET ETATS FINANCIERS	13

Mission et fonctionnement du Fonds d'indemnisation des services financiers

Le Fonds d'indemnisation des services financiers (le Fonds) a été créé par la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (Loi 188), qui est entrée en vigueur au Québec le 1er octobre 1999.

Le Fonds a pour mission de dédommager financièrement les victimes de fraude, de manœuvres dolosives ou de détournement de fonds survenus dans le cadre de la distribution de produits et services financiers, à l'intérieur des huit secteurs d'activités couverts par la Loi, soit :

- Assurance de personnes
- Assurance collective de personnes
- Assurance de dommages
- Expertise en règlement de sinistres
- Planification financière
- Courtage en épargne collective
- Courtage en contrats d'investissement
- Courtage en plans de bourses d'études

La Loi et les règlements du Bureau des services financiers définissent les conditions dans lesquelles le Fonds peut offrir sa protection. Ainsi, un consommateur peut être indemnisé pour les pertes subies à la suite d'actes frauduleux dont serait responsable une entreprise inscrite auprès du Bureau, pour un montant maximal de 200 000 $ par réclamation.

Le consommateur peut alors compter sur un processus « déjudiciarisé », ce qui signifie qu'il peut obtenir une indemnisation sans être représenté par un avocat ni prendre action devant un tribunal. Le consommateur lésé n'a qu'à remplir le « formulaire de réclamation du Fonds d'indemnisation des services financiers » ou soumettre une demande écrite. La demande doit être déposée dans l'année de la connaissance de la fraude.

Le Fonds a pour mandat d'analyser les demandes afin de déterminer si elles sont admissibles, et de décider du montant des indemnités à verser. Le Fonds a également la responsabilité d'administrer les sommes d'argent qui y sont déposées par les cotisants. Il s'appuie sur des analyses actuarielles pour déterminer à quel niveau ses réserves doivent être maintenues, et donc à combien doivent se chiffrer les cotisations imposées.

Le Fonds est donc entièrement financé par l'industrie, plus précisément par les cotisations payées par les personnes inscrites auprès du Bureau des services financiers. Le Bureau est l'organisme responsable de délivrer les droits de pratique, pour les représentants et les entreprises assujettis à la Loi. Il prélève les cotisations pour le compte du Fonds. Ces cotisations sont obligatoires et annuelles, sans quoi le droit de pratique n'est pas délivré.

Le Fonds est dirigé par un conseil d'administration composé de sept membres, dont deux sont choisis pour représenter le public et cinq autres sont des professionnels provenant des différents secteurs d'activités de l'industrie.

Continuité avec les mécanismes de protection anterieurs

Dans un souci de continuité des mécanismes de protection mis de l'avant en 1989 par la *Loi sur les intermédiaires de marché* (Loi 134 qui précédait la Loi 188), le Fonds est aussi responsable de statuer sur les réclamations découlant d'actes commis entre le 1er septembre 1991 et le 30 septembre 1999. Encore aujourd'hui, le Fonds reçoit des réclamations remontant à cette période.

Les trois Fonds d'indemnisation qui existaient sous la Loi 134 ont été dissous le 1er octobre 1999 avec l'arrivée du nouveau Fonds multidisciplinaire, le FISF. Depuis cette date, toutes les cotisations perçues auprès de l'industrie sont déposées au Fonds d'indemnisation des services financiers.

Toutefois, les sommes restantes dans les anciens Fonds continuent à être gérées séparément sous la forme de patrimoines distincts, et ce, au moins jusqu'en 2004. Les réclamations qui se rapportent à une fraude commise antérieurement au 1er octobre 1999 sont donc indemnisées selon les règles de la Loi 134, et avec les sommes consignées dans ces patrimoines distincts. De plus, la Loi 188 prévoit que le Fonds doit utiliser le mécanisme de cotisation ponctuelle si les réserves des patrimoines distincts s'avèrent insuffisantes (article 560).

MOMENT OU LA FRAUDE A ETE COMMISE	LOI APPLICABLE	FONDS OU PATRIMOINE VISÉ	DISCIPLINES COUVERTES	PLAFOND D'INDEMNISATION	FINANCEMENT (COTISATIONS)
Depuis le 1er octobre 1999	Loi sur la distribution de produits et services financiers (Loi 188)	Un seul Fonds multidisciplinaire : **Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)**	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Assurance de dommages Expertise en règlement de sinistres Planification financière Courtage en épargne collective Courtage en contrats d'investissement Courtage en plans de bourses d'études	200 000 $ par réclamant	Depuis le 1er octobre 1999 : TOUTES LES COTISATIONS prélevées auprès de l'industrie sont déposées dans le FISF.
Entre le 1er septembre 1991 et le 30 septembre 1999	Loi sur les intermédiaires de marché (Loi 134)	Patrimoine distinct en assurance de personnes **(ex-FIAP)**	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	60 000 $ par réclamant 120 000 $ par intermédiaire	Depuis le 1er octobre 1999 : AUCUNE COTISATION RÉGULIÈRE n'a été déposée. Une cotisation spéciale a cependant été prélevée cette année auprès des représentants en assurance de personnes pour maintenir les réserves du patrimoine distinct en assurance de personnes **(ex-FIAP)**
		Patrimoine distinct en assurance de dommages **(ex-FIAP)**	Assurance de dommages Expertise en règlement de sinistres	25 000 $ par réclamant 100 000 $ par intermédiaire	
		Patrimoine distinct des planificateurs financiers **(ex-FIPF)**	Planification financière (pour les individus pratiquant uniquement cette discipline et qui étaient encadrés par l'Inspecteur général des institutions financières)	Montant déterminé selon chaque cas	
		Aucun Fonds d'indemnisation pour fraude n'existait pour les disciplines de courtage d'exercice restreint en valeurs mobilières.			

Présentation des administrateurs

Conseil d'administration du Fonds d'indemnisation des services financiers

Le Fonds d'indemnisation des services financiers est dirigé par un conseil d'administration composé de sept membres dont deux sont choisis pour représenter le public. Tous sont nommés par le Bureau des services financiers.

PRÉSIDENT

Gilbert Lalonde, conseiller en sécurité financière, représentant en épargne collective, assureur vie agréé (A.V.A.)

VICE-PRÉSIDENTE

Lise Tremblay, avocate, professeur, directrice du Centre de Montréal de l'École du Barreau
Représentante du public

Claude Brosseau, conseiller en sécurité financière, courtier en assurance de dommages, représentant en épargne collective, courtier d'assurance associé (C.d'A.Ass.)

Chantal Doucet, expert en sinistre, associé de l'Institut d'assurance du Canada (A.I.A.C.)

Aline Duplessis, recherchiste et conseillère en consommation, Service d'aide au consommateur
Représentante du public

Pierre A. Hébert, conseiller en sécurité financière, représentant en épargne collective, planificateur financier, membre de l'Ordre professionnel des administrateurs agréés du Québec

John Ruggieri, conseiller en sécurité financière, planificateur financier, assureur vie agréé (A.V.A.)

Conseil d'administration du Fonds d'indemnisation des services financiers
Rangée assise : Chantal Doucet, Gilbert Lalonde, Lise Tremblay, John Ruggieri
Rangée debout : Aline Duplessis, Pierre A. Hébert, Claude Brosseau

COLLABORATEURS

Collaborateurs permanents du Fonds d'indemnisation des services financiers

M[e] Annie Pigeon, directrice des opérations

M[e] Anne-Marie Beaudoin, secrétaire institutionnelle
Hélène Gagnon, adjointe administrative
M[e] Isabelle Hébert, analyste (de janvier à avril 2002)
M[e] Patricia Nolin, analyste (de septembre à décembre 2002)

Autres collaborateurs

Josée Casaubon, directrice des communications
M[e] Daniel Larrivée, analyste
Anne Martineau, contrôleur
M[e] Josée Renaud, analyste
Joël-Christian St-Pierre, stagiaire en droit

Actuaire-conseil

Xavier Bénarosch, directeur adjoint, Ernst & Young

Coordonnées

Fonds d'indemnisation des services financiers
140, Grande-Allée Est, bureau 300
Québec (Québec) G1R 5M8

Site Internet	www.fisf.qc.ca
Courriel	info@fisf.qc.ca
Administration	(418) 525-6273 poste 312
	1 877 525-6273 poste 312

Centre de renseignements et de référence
1 866 338-FOND
1 866 338-3663

MOT DU PRÉSIDENT

Au cours de l'année 2002, le conseil d'administration du Fonds d'indemnisation des services financiers (le Fonds) a accueilli quarante-trois demandes d'indemnisation et a versé près de 400 000 $ à vingt-trois consommateurs victimes de fraudes, manœuvres dolosives ou détournements de fonds. Les pertes indemnisables résultant de ces fraudes varient de 2 000 $ à 200 000 $, soit le montant maximum indemnisable fixé par règlement. Le Fonds est satisfait d'avoir pu venir en aide à ces réclamants, souvent des personnes âgées qui ont été lésées par leur représentant. Dans la majorité de ces cas, la vulnérabilité des consommateurs et le lien de confiance que les représentants fautifs avaient réussi à développer avec eux au fil des années ont permis la réalisation de transactions frauduleuses. Nul doute que la présence d'un fonds d'indemnisation est salutaire en pareilles circonstances.

Parmi les dossiers sur lesquels le Fonds a statué cette année, vingt demandes ont dû être rejetées, souvent parce que les demandes des consommateurs ne résultaient pas d'une fraude, mais plutôt de mauvais conseils ou autres manquements de nature déontologique d'un représentant. Plus fréquemment encore, le Fonds n'a pu intervenir parce que la perte du réclamant résultait d'un prêt que ce dernier avait consenti à son représentant, ou parce que le réclamant avait accepté d'investir dans une entreprise ou un placement privé, et non dans un produit dont l'offre est encadrée par la *Loi sur les intermédiaires de marché* (LIM) ou par la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (la Loi). Puisque la compétence du Fonds est limitée aux activités régies par ces lois, nous n'avons donc pu venir en aide financièrement à tous les réclamants.

L'année 2002 marque l'arrivée des réclamations attribuables au nouveau Fonds

Comparativement aux années précédentes, nous avons reçu, cette année, plusieurs réclamations visant des actes frauduleux commis après le 1er octobre 1999. En effet, en 2002, près des trois quarts des réclamations ayant fait l'objet d'une ouverture de dossier sont attribuables, en tout ou en partie, au nouveau Fonds et non aux patrimoines distincts issus de la LIM.

Le volume de réclamations reçues demeure constant, mais la complexité de ces dernières s'est accrue. En effet, le Fonds fait face à des demandes d'indemnisation exigeant une analyse approfondie, car les fraudes alléguées sont plus sophistiquées et leur recevabilité est parfois très difficile à trancher. Cette analyse doit tenir compte de l'aspect multidisciplinaire du Fonds ainsi que du secteur financier.

Étendue de la protection offerte par le Fonds

La multidisciplinarité croissante et l'intégration de la distribution de produits et services financiers peuvent faire perdre aux consommateurs certains repères, les exposant davantage à se voir offrir une variété de produits et services financiers dans des circonstances diverses, sans pouvoir les reconnaître facilement. Ce contexte particulier devait être pris en compte dans le cadre d'un Fonds multidisciplinaire, particulièrement lorsque la fraude survient en marge des activités autorisées. Afin de conserver la confiance des consommateurs, nous avons cherché une solution qui permet d'appliquer des critères de qualification à leur portée, tout en respectant la structure de financement prévue par la Loi. En effet, cette solution est en lien avec les risques que nous couvrons, soit les fraudes, manœuvres dolosives ou détournements de fonds commis dans le cadre de la distribution de produits et de services financiers encadrés par la Loi.

Il en résulte que le Fonds pourra, dans certaines circonstances, indemniser des consommateurs victimes d'agissement frauduleux d'un représentant certifié dans une discipline de la Loi, mais qui aurait offert des produits d'une autre discipline (par exemple, un représentant en assurance de personnes qui aurait offert des produits d'épargne collective). Pour ce faire, il faudra cependant retrouver un contexte de réelle multidisciplinarité, par exemple, un cabinet inscrit dans plusieurs disciplines ou un produit « mixte » dont la nature est difficile à déterminer pour un consommateur (ex. : fonds communs de placement vs fonds distincts). Le Fonds a d'ailleurs rendu ses premières décisions en fin d'année, à la lumière de cette réflexion.

Fraudes attribuables aux anciens patrimoines

Cette interprétation de portée de la couverture du Fonds ne peut s'appliquer pour les fraudes commises avant l'entrée en vigueur de la Loi (donc avant le 1er octobre 1999) puisque, dans ce dernier cas, elles sont attribuables aux patrimoines distincts issus des fonds d'indemnisation unidisciplinaires créés par la LIM.

En effet, rappelons que sous la LIM, les organismes et les secteurs d'activités étaient cloisonnés. Ainsi, trois Fonds se partageaient les disciplines couvertes par cette loi. Pour indemniser un réclamant, il est donc de rigueur de vérifier dans quel cadre l'intermédiaire exerçait lors des agissements frauduleux, surtout en cas de cumul de disciplines. Cette analyse permet d'identifier le patrimoine dans lequel les sommes doivent être prélevées. Réitérons

MOT DU PRÉSIDENT

que le Fonds reçoit encore quelques réclamations visant les anciens fonds, situation qui devrait disparaître complètement au cours des prochaines années.

Administration des sommes confiées au Fonds

L'année 2002 fut également une année chargée pour l'administration des sommes confiées au Fonds. En effet, la perception de la cotisation spéciale de l'ex-FIAP et des discussions avec le Bureau des services Financiers (BSF) relativement aux frais à être assumés par le Fonds ont été les points saillants sur ce plan.

Rappelons d'abord que, depuis son entrée en fonction, le Fonds n'a connu aucune augmentation des cotisations régulières qu'il perçoit auprès des cabinets, représentants autonomes ou sociétés autonomes.

Une cotisation « spéciale » fut cependant perçue auprès des représentants en assurance de personnes au cours de l'année 2002 de façon à renflouer le patrimoine distinct en assurance de personnes (ex-FIAP). Cette opération est terminée et a permis d'encaisser les sommes prévues. Selon nos actuaires, nous pouvons être confiants que celles-ci permettront au Fonds d'assumer les obligations que la Loi lui impose. Rappelons que nos actuaires ont établi une projection de la valeur des réclamations susceptibles d'être reçues jusqu'en octobre 2004 pour ce patrimoine et que la cotisation a été fixée en conséquence.

Aussi, en cours d'année, dans le cadre d'un comité conjoint, le Fonds et le BSF ont convenu d'une entente pour régir leurs relations financières. En effet, depuis sa mise en place, le Fonds bénéficie des ressources humaines et techniques qui lui sont prêtées par le BSF. Le Fonds compense ainsi le BSF pour le coût des locaux, l'équipement, le personnel et les autres services de gestion qui lui sont octroyés pour l'aider à remplir sa mission.

Finalement, il y a lieu d'expliquer pourquoi les revenus de cotisations du FISF sont moins élevés cette année. Cette situation résulte d'un changement effectué par le BSF portant sur le mode de facturation. Puisque nos revenus de cotisations sont comptabilisés selon une comptabilité dite « de caisse », les revenus du Fonds s'en trouvent simplement décalés dans le temps. L'effet de ce décalage se fera sentir uniquement pour l'année 2002.

Communications

Pour mieux faire connaître sa mission, le Fonds a produit un dépliant « En cas de fraude, le Fonds d'indemnisation des services financiers peut vous dédommager », à l'intention des consommateurs. Un plan de diffusion de ce dépliant a été élaboré dans le but de mieux faire connaître le FISF auprès des associations de consommateurs, des services de police, des avocats, de Communication Québec, des médias de consommation et des partenaires de l'industrie de la distribution de produits et services financiers. Dans le même but, le Fonds a aussi revu et actualisé son site internet, en plus de lui attribuer son propre nom de domaine, le www.fisf.qc.ca (jusqu'en 2002, le site Internet du FISF était hébergé à même celui du Bureau des services financiers).

Projet de loi nº 107

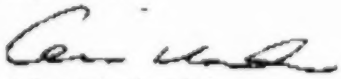
Dans le cadre de l'étude du projet de loi nº 107, Loi sur *l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier*, le Fonds a déposé un mémoire dans lequel il a notamment fait part de son souhait de voir, enchâssée dans la Loi, une instance vouée à l'indemnisation. Celle-ci assurerait l'indépendance décisionnelle du Fonds et permettrait aux professionnels et aux consommateurs de poursuivre leur rôle actuel. Bien que cette proposition de structure n'ait pas été retenue, nous saluons l'intention du législateur de renforcer l'éducation du public en matière de consommation de produits et services financiers pour faciliter une meilleure compréhension de la nature des produits et services offerts ainsi que des recours disponibles.

Nous offrons notre collaboration au Bureau de transition afin de favoriser non seulement une continuité harmonieuse du Fonds au sein de la future Agence, mais aussi pour mettre à profit notre expérience concrète des mécanismes d'indemnisation dans le cadre de ce changement.

Remerciements

Je tiens à remercier tous les membres du conseil d'administration et tous nos collaborateurs pour leur implication et leur dévouement à la bonne marche du Fonds d'indemnisation.

Le président,



Gilbert Lalonde, A.V.A.

Demandes d'indemnisation analysées en 2002

MONTANTS LIÉS AUX RÉCLAMATIONS AYANT FAIT L'OBJET D'UNE DÉCISION DU FISF EN 2002

	Patrimoine visé[1] par la réclamation	Montants bruts[2] demandés par les réclamants	Provisions actuarielles[3]	Montants rejetés (en fonction des provisions actuarielles)	Montants versés
Dossiers ouverts en 1999	ex-FIAD	49 325 $	49 325 $	14 617 $	34 708 $
Dossiers ouverts en 2000	ex-FIAP	33 132 $	19 879 $	14 100 $	10 032 $
	ex-FIAD	132 334 $	25 000 $	0 $	25 000 $
Dossiers ouverts en 2001	ex-FIAP	963 233 $	250 571 $	180 000 $	94 636 $
	ex-FIAD	14 012 $	14 012 $	7 039 $	6 972 $
	FISF	194 184 $	193 821 $	61 515 $	136 303 $
Dossiers ouverts en 2002	ex-FIAP	29 459 $	14 675 $	5 675 $	11 575 $
	ex-FIAD	0 $	0 $	0 $	0 $
	FISF	327 964 $	229 000 $	7 149 $	76 250 $
Total pour 2002 *(tous patrimoines confondus)*		1 743 643 $	796 283 $	290 095 $	395 476 $

1. Le patrimoine distinct des planificateurs financiers « orphelins » (ne pratiquant pas d'autres disciplines de la distribution de produits et services financiers pour lesquelles la vente de produits est autorisée), l'ex-FIPF, n'a fait l'objet d'aucune réclamation depuis sa création.

2. **Montants bruts**: Montant total réclamé ne tenant pas compte des plafonds d'indemnisation fixés par règlement.

3. **Provisions actuarielles**: Sommes d'argent mises en réserve pour assurer le paiement des réclamations jusqu'à ce qu'une décision soit prise par le conseil d'administration. Ces provisions sont notamment établies en fonction des plafonds d'indemnisation applicables.

MONTANTS LIÉS AUX DOSSIERS ENCORE SOUS ÉTUDE AU 31 DÉCEMBRE 2002

	Patrimoine visé par la réclamation	Montants bruts demandés par les réclamants	Provisions actuarielles
Dossiers ouverts en 2001	ex-FIAP	557 402 $	120 000 $
	ex-FIAD	12 653 $	12 653 $
	FISF	220 064 $	220 064 $
Dossiers ouverts en 2002	ex-FIAP	535 313 $	262 572 $
	ex-FIAD	0 $	0 $
	FISF	4 972 118 $	1 718 437 $
Total, dossiers sous étude *(tous patrimoines confondus)*		6 297 550 $	2 333 726 $

Les dossiers 1999 et 2000 ont été entièrement analysés et une décision a été prise pour chacun d'eux.

INDEMNISATION

Dossiers sous gestion au FISF en 2002

Nombre de dossiers sous gestion au FISF en 2002	Montant total brut impliquant le patrimoine distinct en assurance de personnes (ex-FIAP)	Montant total brut impliquant le patrimoine distinct en assurance de dommages (ex-FIAD)	Montant total impliquant le Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
101	2 118 539 $	208 324 $	5 714 330 $

Montant total brut des réclamations pour les 101 dossiers	8 041 193 $

Nombre de dossiers acceptés en 2002 (demandes jugées admissibles)	Nombre de dossiers visant le patrimoine distinct en assurance de personnes (ex-FIAP)	Nombre de dossiers visant le patrimoine distinct en assurance de dommages (ex-FIAD)	Nombre de dossiers visant le Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
23	7	6	10

Nombre de dossiers rejetés en 2002 (demandes jugées non admissibles)	Nombre de dossiers visant le patrimoine distinct en assurance de personnes (ex-FIAP)	Nombre de dossiers visant le patrimoine distinct en assurance de dommages (ex-FIAD)	Nombre de dossiers visant le Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
20	15	1	4

Provisions pour les indemnisations 2002, au 31 décembre 2002

	ex-FIAP	ex-FIAD	FISF
Réclamations connues Montants réclamés susceptibles d'être payés	455 143 $	12 243 $	2 111 792 $
Fraudes survenues non rapportées*	112 000 $	0 $	1 477 140 $
Total de la provision pour indemnisation (rapport actuariel)	567 143 $	12 243 $	3 588 932 $

* incluant les marges pour les écarts défavorables et le facteur d'actualisation

ÉTATS FINANCIERS

au 31 décembre 2002

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS	14
ÉTATS FINANCIERS	
Produits et charges	15
Évolution des soldes de fonds	15
Bilan	16
Notes complémentaires	17 à 19

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux membres du conseil d'administration
du Fonds d'indemnisation des services financiers

Nous avons vérifié le bilan du Fonds d'indemnisation des services financiers au 31 décembre 2002 et les états des produits et charges et de l'évolution des soldes de fonds de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction du Fonds d'indemnisation des services financiers. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière du Fonds d'indemnisation des services financiers au 31 décembre 2002 ainsi que des résultats de ses activités et de ses flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Comptables agréés

Québec
Le 18 février 2003

ÉTATS FINANCIERS

au 31 décembre 2002

Produits et charges de l'exercice terminé le 31 décembre 2002

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2002 Total	2001 Total
Produits	$	$	$	$	$	$
Cotisations	1 699 784	800 103			2 499 887	2 257 802
Intérêts	160 689	6 026	32 689	916	200 320	215 471
Revenus de subrogation	1 000	92 900			93 900	78 139
	1 861 473	899 029	32 689	916	2 794 107	2 551 412
Charges						
Indemnisations	1 328 157	223 076	(40 293)		1 510 940	518 466
Jetons de présence	49 619				49 619	39 105
Frais de déplacements	24 091	404			24 495	17 483
Télécommunications	3 137				3 137	1 897
Honoraires de gestion	484 309	31 533			515 842	209 952
Charges locatives	10 613				10 613	8 507
Honoraires professionnels	84 642	13 965			98 607	95 306
Formation						2 960
Location de salles et d'équipement	882				882	897
Assurances	89 932		4 133		94 065	123 059
Impression et conception	7 170				7 170	
Fournitures de bureau et messagerie	2 725	292			3 017	3 302
Cotisations professionnelles	4 521				4 521	2 194
Frais d'administration BSF	68 031				68 031	
Amortissement des immobilisations	4 024				4 024	1 202
Intérêts et frais bancaires	333	2 116			2 449	3 299
	2 162 186	271 386	(36 160)	-	2 397 412	1 027 629
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(300 713)	627 643	68 849	916	396 695	1 523 783

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Évolution des soldes de fonds de l'exercice terminé le 31 décembre 2002

	Investis en immobilisations	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2002 Total	2001 Total
	$	$	$	$	$	$	$
Solde au début	5 476	2 383 592	(609 775)	1 006 208	32 070	2 817 571	1 293 788
Excédent (insuffisance) des produits par rapport aux charges	(4 024)	(296 689)	627 643	68 849	916	396 695	1 523 783
Acquisition d'immobilisations	7 970	(7 970)					
Solde à la fin	9 422	2 078 933	17 868	1 075 057	32 986	3 214 266	2 817 571

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

ÉTATS FINANCIERS

au 31 décembre 2002

Bilan au 31 décembre 2002

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2002 Total	2001 Total
ACTIF	$	$	$	$	$	$
Actif à court terme						
Encaisse	41 384	514	273		**42 171**	7 170
Dépôts à terme, 2,50 % à 3,50 %, échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2003	4 842 199	487 514	421 474	32 235	**5 783 422**	5 384 246
Débiteurs (note 3)	114 609	34 030	10 681	751	**160 071**	207 412
Frais payés d'avance	66 667		1 073		**67 740**	71 453
	5 064 859	522 058	433 501	32 986	**6 053 404**	5 670 281
Dépôts à terme, 3,44 % à 4,09 %, échéant à différentes dates jusqu'en décembre 2005	719 878		653 799		**1 373 677**	518 665
Effets à recevoir en subrogation, sans intérêt, échéant en 2012		95 482			**95 482**	
Immobilisations (note 4)	9 422				**9 422**	5 476
	5 794 159	617 540	1 087 300	32 986	**7 531 985**	6 194 422
PASSIF						
Passif à court terme						
Découvert bancaire						117 219
Emprunt bancaire (note 5)						150 000
Créditeurs (note 6)	116 872	32 529			**149 401**	56 778
Indemnisations à payer (note 7)	3 588 932	567 143	12 243		**4 168 318**	3 052 854
	3 705 804	599 672	12 243		**4 317 719**	3 376 851
SOLDE DE FONDS						
Investis en immobilisations	9 422				**9 422**	5 476
Non affectés	2 078 933	17 868	1 075 057	32 986	**3 204 844**	2 812 095
	2 088 355	17 868	1 075 057	32 986	**3 214 266**	2 817 571
	5 794 159	617 540	1 087 300	32 986	**7 531 985**	6 194 422

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour le conseil,

Administrateur

Administrateur

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 décembre 2002

1 - STATUTS ET NATURE DES ACTIVITÉS

Le Fonds d'indemnisation des services financiers est un fonds constitué en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers, sanctionnée le 20 juin 1998 par le gouvernement du Québec. À partir du 1er octobre 1999, ce fonds a pris la relève des fonds correspondants créés en vertu de la Loi sur les intermédiaires de marché.

Parmi les actifs du Fonds d'indemnisation des services financiers se retrouvent trois patrimoines distincts composés de sommes provenant du Fonds d'indemnisation des assurances de dommages, du Fonds d'indemnisation des assurances de personnes et du Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers.

Le Fonds d'indemnisation des services financiers a pour objet d'administrer les sommes d'argent qui y sont déposées. Il a également pour mission d'indemniser les personnes ayant subi un préjudice à la suite d'une fraude, d'une manœuvre dolosive ou d'un détournement de fonds dont un cabinet, un représentant autonome ou une société autonome peut être tenu responsable dans le cadre de ses activités. Il a aussi le mandat de prendre en charge les dossiers des réclamations déposés aux anciens fonds et de statuer sur l'admissibilité pour paiement des réclamations découlant d'actes survenus entre le 1er septembre 1991 et le 30 septembre 1999 conformément aux règles édictées par la Loi sur les intermédiaires de marché.

Le gouvernement du Québec a adopté, le 11 décembre 2002, le projet de loi nº 107, Loi sur l'Agence nationale d'encadrement du secteur financier.

Cette loi aura pour effet de réunir plusieurs organismes d'encadrement de l'industrie financière et de protection du public :

- Bureau des services financiers (BSF)
- Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
- Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ)
- Inspecteur général des institutions financières (IGIF)
- Régie de l'assurance-dépôt du Québec (RADQ)

Ces organismes seront fusionnés pour créer la nouvelle Agence nationale d'encadrement du secteur financier. La date où l'Agence débutera ses opérations n'est pas encore connue. Jusqu'à l'entrée en scène de la nouvelle Agence, chacun de ces organismes poursuit ses activités régulières d'application des lois.

Le 7 février 2003, le gouvernement du Québec a mis sur pied le Bureau de transition, qui aura pour mandat de déterminer comment s'articulera cette fusion et quels seront la structure et le fonctionnement de l'Agence. La durée prévue des travaux du Bureau de transition est de douze mois. L'Agence devrait donc débuter ses activités au cours de l'année 2004.

2 - CONVENTIONS COMPTABLES

Estimations comptables

Pour dresser des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus au Canada, la direction de l'organisme doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes. Ces estimations sont fondées sur la connaissance que la direction possède des événements en cours et sur les mesures que l'organisme pourrait prendre à l'avenir. Les résultats réels pourraient être différents de ces estimations.

Constatation des produits

Les revenus de cotisation sont comptabilisés dès que le Bureau des services financiers perçoit lesdites sommes.

Amortissement

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et amorties en fonction de leur durée probable d'utilisation selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les périodes suivantes :

- Équipement informatique et logiciels 3 ans
- Mobilier et équipement de bureau 5 ans

NOTES COMPLÉMENTAIRES

au 31 décembre 2002

3 - DÉBITEURS

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2002 Total	2001 Total
	$	$	$	$	$	$
Interets courus	83 076	4 915	10 681	751	99 423	39 207
Bureau des services financiers		1 515			1 515	91 851
Effet à recevoir d'autres fonds	31 533				31 533	
Autres		27 600			27 600	76 354
	114 609	34 030	10 681	751	160 071	207 412

4 - IMMOBILISATIONS

	Cout	Amortissement cumulé	Cout non amorti
2002	$	$	$
Équipement informatique et logiciels	9 464	3 523	5 941
Mobilier et équipement de bureau	5 184	1 703	3 481
	14 648	5 226	9 422
2001			
Équipement informatique et logiciels	2 007	700	1 307
Mobilier et équipement de bureau	4 671	502	4 169
	6 678	1 202	5 476

5 - EMPRUNT BANCAIRE

L'emprunt bancaire, d'un montant autorisé de 1 500 000 $, porte intérêt au taux préférentiel plus 0,3 % et est renégociable annuellement.

6 - CRÉDITEURS

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	2002 Total	2001 Total
	$	$	$	$
Comptes fournisseurs	83 397	996	84 393	56 778
Bureau des services financiers	33 475		33 475	
Effet a payer a d'autres fonds		31 533	31 533	
	116 872	32 529	149 401	56 778

7 - INDEMNISATIONS À PAYER

Le montant des indemnisations à payer relatives aux sinistres rapportés et à ceux qui ne sont pas rapportés, établi par les actuaires de l'organisme, est fondé sur les faits connus et sur l'interprétation des circonstances en tenant compte de l'expérience dans des dossiers similaires, des tendances historiques en matière de règlement de sinistres, des sinistres réglés, du nombre de sinistres non réglés et de la fréquence des sinistres. Les sommes en cause ont fait l'objet d'actualisation pour tenir compte de la valeur de l'argent dans le temps.

La charge d'indemnisation à l'état des produits et charges est essentiellement constituée de la variation de la provision pour indemnisation de l'exercice par rapport à l'exercice précédent et des déboursés d'indemnisation effectués au cours de l'exercice.

Le tableau suivant résume l'évolution des indemnisations à payer :

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	2002 Total	2001 Total
	$	$	$	$	$
Solde au début	2 473 328	460 310	119 216	3 052 854	2 803 393
Provision de l'exercice	1 328 157	223 076	(40 293)	1 510 940	518 466
Sinistres réglés au cours de l'exercice	(212 553)	(116 243)	(66 680)	(395 476)	(269 005)
Solde à la fin	3 588 932	567 143	12 243	4 168 318	3 052 854

8- ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE

Aucun état des flux de trésorerie n'a été présenté puisque les principales activités d'exploitation, d'investissement et de financement sont évidentes à la lecture des autres états financiers et qu'il n'apporterait aucune information supplémentaire.

9 - OPÉRATIONS ENTRE APPARENTÉS

Le Bureau des services financiers exerce un contrôle sur le Fonds d'indemnisation des services financiers en nommant les membres du conseil d'administration de ce dernier en vertu de la Loi sur la distribution de produits et services financiers. Il établit également le règlement intérieur et a édicté des règlements régissant l'administration du Fonds d'indemnisation des services financiers et l'admissibilité d'une réclamation qui y est déposée. Les responsabilités d'administrer les sommes d'argent qui sont déposées et de statuer sur l'admissibilité des réclamations reviennent au Fonds d'indemnisation des services financiers. De plus, il décide des dépenses requises pour son fonctionnement.

Le Bureau des services financiers met à la disposition du Fonds d'indemnisation des services financiers des ressources humaines, des immobilisations et des espaces locatifs. Au cours de l'exercice, le Bureau des services financiers a chargé une somme de 595 486 $ (220 653 $ en 2001) pour l'utilisation des ces ressources. Ce montant inclut, à la suite d'une entente conclue au cours de l'exercice, une charge additionnelle de 155 046 $ couvrant des frais d'administration engagés pour les années 1999, 2000 et 2001 qui n'avaient pas été pris en compte durant ces exercices et une partie des frais de premier établissement qu'il avait dû encourir lors de son implantation. Ces opérations ont été conclues dans le cours normal des activités des organismes et ont été mesurées à la valeur d'échange, soit la valeur établie et acceptée par les parties. Au 31 décembre 2002, le Fonds d'indemnisation des services financiers devait une somme de 74 889 $ (23 699 $ en 2001) relativement à ces services.

De plus, le Bureau des services financiers perçoit les cotisations pour le compte du Fonds d'indemnisation des services financiers. Les cotisants au Fonds d'indemnisation des services financiers sont les cabinets, sociétés autonomes et représentants autonomes inscrits au Bureau des services financiers. Au 31 décembre 2002, le Bureau des services financiers avait un solde de cotisations à remettre au Fonds d'indemnisation des services financiers de 42 939 $ (115 550 $ en 2001).

10 - ÉVENTUALITÉS

L'organisme fait l'objet de deux poursuites pour un montant d'environ 240 000 $ concernant des décisions de refus d'indemnisation dans le cadre de ses activités. Les administrateurs sont d'avis que ces poursuites sont non fondées et, par conséquent, aucune provision n'a été comptabilisée aux livres à cet égard.

11 - JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

L'encaisse, les dépôts à terme, les débiteurs et les créditeurs sont des instruments financiers dont la juste valeur se rapproche de la valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée et des conditions s'y rattachant.

La juste valeur des effets à recevoir en subrogation n'a pu être déterminée, car il est pratiquement impossible de trouver sur le marché des instruments financiers qui présentent essentiellement les mêmes caractéristiques économiques.

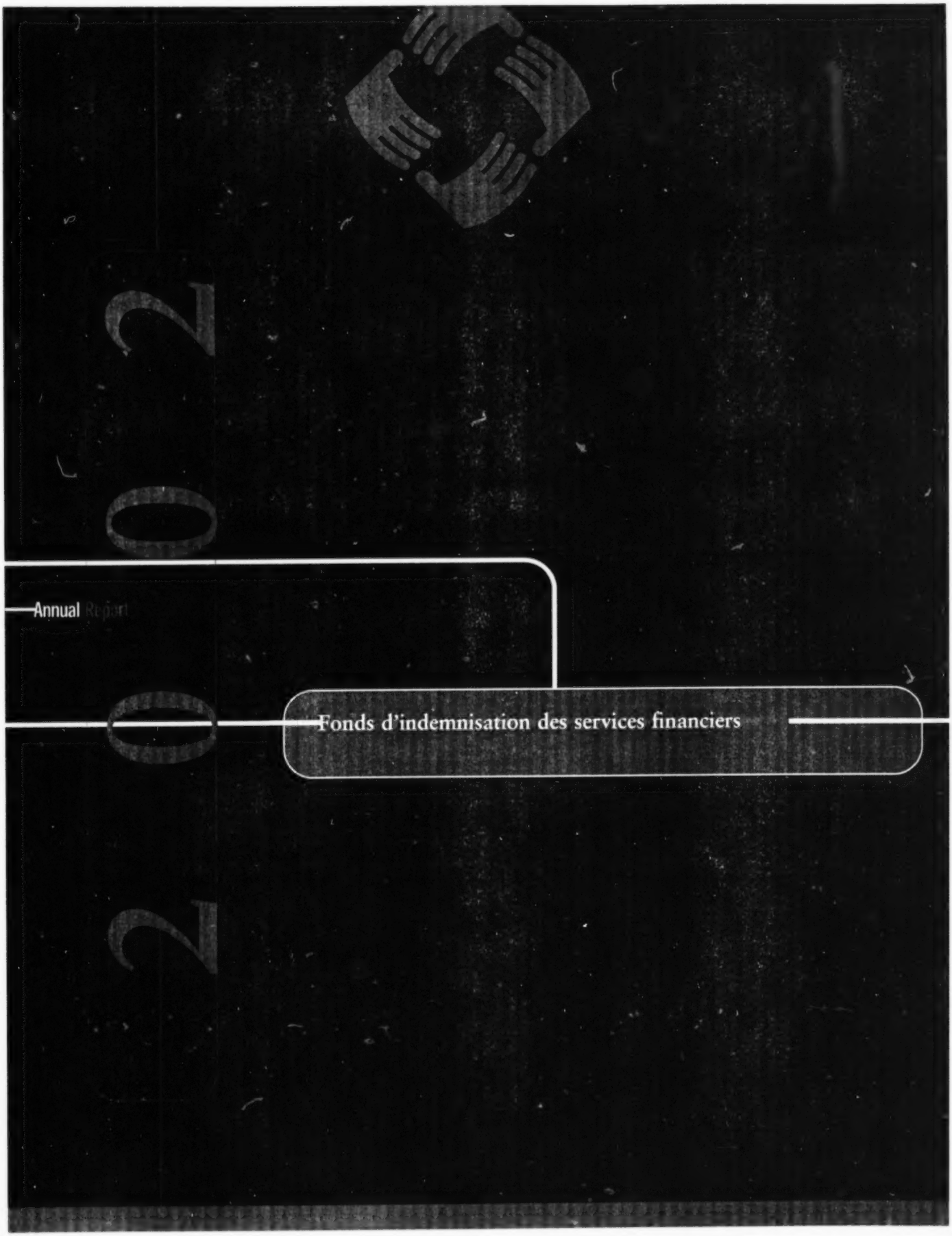
REDACTION
Fonds d'indemnisation des services financiers

CONCEPTION GRAPHIQUE
Mille Images

IMPRESSION
Litho Chic

TIRAGE
600 copies

Rapport annuel 2002
ISBN 2-922586-75-8
Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Québec, 2003
Dépôt légal - Bibliothèque nationale du Canada, 2003


2002
Annual Report
2002
Fonds d'indemnisation des services financiers

Ms. Louise Champoux-Paillé
President
Bureau des services financiers
140, Grande-Allée Est, bureau 300
Québec (Québec) G1R 5M8

Dear Madam:

I am pleased to submit the 2002 Annual Report of the Fonds d'indemnisation des services financiers, in accordance with section 283 of the *Act respecting the distribution of financial products and services*.

You will find an account of our operations as well as the audited financial statements.

Yours very truly,

Gilbert Lalonde
President
Fonds d'indemnisation des services financiers

TABLE OF CONTENTS

MISSION	3
PRESENTATION OF THE TEAM OF THE FISF	5
PRESIDENT'S MESSAGE	7
COMPENSATION 2002	9
AUDITORS' REPORT AND FINANCIAL STATEMENTS	13

Mission and operation of the Fonds d'indemnisation des services financiers

The Fonds d'indemnisation des services financiers (the Fonds) was created by the *Act respecting the distribution of financial products and services* (Act 188), which came into force in Québec on October 1, 1999.

The mission of the Fonds is to compensate financially the victims of fraud, fraudulent tactics or embezzlement taking place within the context of the distribution of financial products and services, in the eight sectors of activities covered by the Act, namely:

- Insurance of persons
- Group insurance of persons
- Damage insurance
- Claims adjustment
- Financial planning
- Group savings plan brokerage
- Investment contract brokerage
- Scholarship plan brokerage

The Act and the regulations of the Bureau des services financiers define the conditions under which the Fonds may provide protection. Thus, consumers may be compensated for the losses sustained as a result of fraudulent actions for which a business registered with the Bureau would be responsible, for a maximum of $200,000 per claim.

Consumers can thus rely on a process that is diverted from the court, which means that they can obtain compensation without being represented by an attorney or taking legal action. Consumers who have been wronged only have to complete the "claim form of the Fonds d'indemnisation des services financiers" or file a claim in writing. The claim must be filed within the year the claimant becomes aware of the fraud.

The Fonds' mandate is to analyze the claims received in order to rule on their eligibility and to decide on the amount of compensation to be paid. The Fonds is also responsible for the administration of the sums of money deposited by contributors. On the basis of actuarial analyses, it determines at what level its reserves must be maintained and, consequently, at what amount the contributions payable should be set.

The Fonds is therefore entirely financed by the industry, more specifically by the contributions paid by the persons registered with the Bureau des services financiers. The Bureau is the organization responsible for issuing rights to practice to the representatives and the businesses subject to the Act. It collects the contributions on behalf of the Fonds. These contributions are compulsory and annual; otherwise, the right to practice is not issued.

The Fonds is administered by a seven-member board of directors, two of whom are chosen to represent the general public; the five other members are professionals representing the various sectors of activities of the industry.

Continuity with the previous protection mechanisms

With a concern for the continuity of the protection mechanisms put in place in 1989 by the *Act respecting market intermediaries* (Act 134, which was replaced by Act 188), the Fonds is also responsible for ruling on claims resulting from cases of fraud committed between September 1, 1991, and September 30, 1999. Even today, the Fonds still receives claims dating back to that period.

The three Fonds d'indemnisation that existed under Act 134 were dissolved on October 1, 1999, with the arrival of the new multidisciplinary Fonds, the FISF. Since that date, all the contributions collected from the industry have been deposited with the Fonds d'indemnisation des services financiers.

However, the sums remaining in the former Fonds continue to be managed as "separate funds", until at least 2004. Claims arising from cases of fraud committed prior to October 1, 1999, are therefore compensated in accordance with the rules of Act 134, and using the amounts deposited in these separate funds. Act 188 also stipulates that the Fonds must use the one-time contribution mechanism should the reserves of the separate funds prove insufficient (section 560).

TIME WHEN THE FRAUD WAS COMMITTED	RELEVANT LEGISLATION	FONDS OR FUND CONCERNED	SECTORS COVERED	COMPENSATION CEILING	FINANCING (CONTRIBUTIONS)
Since October 1, 1999	*Act respecting the distribution of financial products and services* (Act 188)	A single multidisciplinary fund: the **Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)**	Insurance of persons Group insurance of persons Damage insurance Claims adjustment Financial planning Group savings plan brokerage Investment contract brokerage Scholarship plan brokerage	$200,000 per claimant	Since October 1, 1999: ALL THE CONTRIBUTIONS collected from the industry have been deposited in the FISF.
Between September 1, 1991, and September 30, 1999	*Act respecting market intermediaries* (Act 134)	Separate fund for the insurance of persons sector (former **FIAP**)	Insurance of persons Group insurance of persons Financial planning	$60,000 per claimant $120,000 per intermediary	Since October 1, 1999: NO REGULAR CONTRIBUTION has been deposited. A special contribution was however collected this year from the representatives in insurance of persons to maintain the reserves of the separate fund in insurance of persons (former **FIAP**)
		Separate fund for the damage insurance sector (former **FIAD**)	Damage insurance Claims adjustment	$25,000 per claimant $100,000 per intermediary	
		Separate fund for financial planners (former **FIPF**)	Financial planning (for those individuals who work only in this sector and who were under the supervision of General Inspector of Financial Institutions)	Amount set according to each case	
		No Fonds d'indemnisation for fraud existed for restricted practice securities brokerage.			

Presentation of the Directors

Board of Directors of the Fonds d'indemnisation des services financiers

The Fonds d'indemnisation des services financiers is administered by a seven-member board of directors, two of whom are chosen to represent the general public. All the members are appointed by the Bureau des services financiers.

PRESIDENT

Gilbert Lalonde, Financial Security Advisor, Group Savings Plan Representative, Chartered Life Underwriter (C.L.U.)

VICE-PRESIDENT

Lise Tremblay, Attorney, Director, Centre de Montréal de l'École du Barreau
Representing the general public

Claude Brosseau, Financial Security Advisor, Damage Insurance Broker, Group Savings Plan Representative, Associate Insurance broker (A.I.B.)

Chantal Doucet, Claims Adjuster, Associate, The Insurance Institute of Canada (I.I.C.)

Aline Duplessis, Researcher and Consumer Advisor, Service d'aide au consommateur
Representing the general public

Pierre A. Hébert, Financial Security Advisor, Group Savings Plan Representative, Financial Planner, member of the Ordre professionnel des administrateurs agréés du Québec

John Ruggieri, Financial Security Advisor, Financial Planner, Chartered Life Underwriter (C.L.U.).

Board of Directors of the Fonds d'indemnisation des services financiers
Sitting: Chantal Doucet, Gilbert Lalonde, Lise Tremblay, John Ruggieri
Standing: Aline Duplessis, Pierre A. Hebert, Claude Brosseau

COLLABORATORS

Permanent collaborators of the Fonds d'indemnisation des services financiers

Annie Pigeon, Attorney, Director of Operations

Anne-Marie Beaudoin, Attorney, Corporate Secretary
Hélène Gagnon, Executive Assistant
Isabelle Hébert, Attorney, Analyst (from January to April 2002)
Patricia Nolin, Attorney, Analyst (from September to December 2002)

Other collaborators

Josée Casaubon, Director of Communications
Daniel Larrivée, Attorney, Analyst
Anne Martineau, Controller
Josée Renaud, Attorney, Analyst
Joël-Christian St-Pierre, Articling Student

Consulting Actuary

Xavier Bénarosch, Assistant Director, Ernst & Young

Contact Information

Fonds d'indemnisation des services financiers
140, Grande-Allée Est, Suite 300
Québec (Québec) G1R 5M8

Website	www.fisf.qc.ca
E-mail	info@fisf.qc.ca
Administration	(418) 525-6273 extension 312
	1 877 525-6273 extension 312

Information and Referral Centre
1 866 338-FOND
1 866 338-3663

PRESIDENT'S MESSAGE

In 2002, the Board of Directors of the Fonds d'indemnisation des services financiers (the Fonds) accepted forty-three claims and paid close to $400,000 to twenty-three consumers that were the victims of fraud, fraudulent tactics or embezzlement. Compensable losses resulting from these frauds vary from $2,000 to $200,000, or the maximum compensation payable under the regulation. The Fonds is pleased to have helped these claimants, often senior citizens, who were wrongfully treated by their representatives. In most of the cases, the vulnerability of these consumers and the relationship of trust that the representatives at fault had managed to build with them throughout the years made it possible to perform fraudulent transactions. There is not doubt that the presence of a compensation fund, in such circumstances, is beneficial.

Among the cases on which the Fonds ruled this year, twenty claims had to be refused, often because the consumers' claims were not the result of a fraud, but rather of bad advice or other breaches of the code of ethics on the part of a representative. More often yet, the Fonds was unable to act because the claimant's loss resulted from a loan that the latter made to his representative, or because the claimant had accepted to invest in a business or private investment, and not in a product the offer of which is governed by the *Act respecting market intermediaries* (AMI) or by the *Act respecting the distribution of financial products and services* (the Act). Since the Fonds' jurisdiction is limited to the activities governed by these two acts, we could not provide financial assistance to all the claimants.

Year 2002 marks the arrival of claims attributable to the new Fonds

Compared to previous years, this year we received many claims concerning fraudulent actions committed after October 1, 1999. In fact, in 2002, nearly three-quarters of the claims for which a file was opened were attributable, in whole or in part, to the new Fonds and not to the separate funds deriving from the AMI.

The volume of claims received remains constant, but they have become more complex. In fact, the Fonds deals with claims that require in-depth analysis, as the alleged frauds are more sophisticated, and it is very hard to rule on their admissibility. This analysis must take into account the multidisciplinary aspect of the Fonds as well as the financial sector.

Extent of the protection offered by the Fonds

Increasing multidisciplinarity and the integration of the distribution of financial products and services result in consumers losing certain benchmarks, thus increasing the chance that they will be offered a variety of financial products and services in different circumstances without being able to easily recognize them. This special context had to be taken into account within the scope of a multidisciplinary Fonds, especially where fraud occurs outside the authorized activities. To maintain the confidence of consumers, we sought a solution making it possible to apply qualification criteria accessible to them, while respecting the financing structure provided for by the Act. In fact, this solution is linked with the risks that we cover, namely fraud, fraudulent tactics or embezzlement committed within the scope of the distribution of financial products and services governed by the Act.

As a result, the Fonds will be able, under certain circumstances, to compensate consumers who find themselves the victims of fraud on the part of representatives who are certified in a sector covered by the Act, but who would have offered products from another sector (for example, a representative in insurance of persons who would have offered group savings products). To that effect, a real multidisciplinarity context will however have to be found, for example, a firm that is registered in more than one sector or a "mixed" product, the nature of which is difficult to determine for a consumer (for example, mutual funds vs. segregated funds). In fact, the Fonds handed down its first decisions at the end of the year in light of this reflection.

Fraud attributable to the former funds

This interpretation of the extent of the Fonds' coverage cannot apply in the case of fraud committed before the Act came into force (hence, before October 1, 1999) since, in the latter case, it is attributable to the separate funds derived from the unidisciplinary compensation funds created by the AMI.

It must be noted that, under the AMI, organizations and sectors of activities were compartmentalized. Thus, three Fonds shared the sectors covered by this Act. To compensate a claimant, it is therefore required to verify the context in which the intermediary was carrying on activities when the fraud was committed, especially in the case of a combination of sectors. This analysis

makes it possible to identify the fund out of which the sums must be taken. It must be emphasized again that the Fonds still receives a few claims related to the former funds, but this situation should disappear completely in the next few years.

Administration of the sums entrusted to the Fonds

Year 2002 was also an active year as regard the administration of the sums entrusted to the Fonds. Indeed, the collection of the special contribution of the former FIAP and the discussions held with the Bureau des services financiers (BSF) concerning the expenses to be assumed by the Fonds were the key points on this issue.

It must first be noted that, since it took office, the Fonds has not raised the regular contributions it collects from firms, independent representatives or independent partnerships.

A "special" contribution was however collected from representatives in insurance of persons in 2002 to replenish the segregated fund in insurance of persons (former FIAP). This operation is over and made it possible to collect the amounts expected. According to our actuaries, we can be assured that these amounts will enable the Fonds to fulfill the obligations placed upon it by the Act. It should be noted that our actuaries made a projection of the value of the claims likely to be filed until October 2002 for this fund, and set the contribution accordingly.

Also, during the year, as part of a joint committee, the Fonds and the BSF reached an agreement governing their financial relations. In fact, since it was set up, the Fonds has benefited from the human and technical resources on loan from the BSF. The Fonds thus compensates the BSF for the cost of the premises, the equipment, the personnel and other management services that are provided to it to help it fulfill its mission.

Finally, there is a need to explain why the FISF's contribution income is lower this year. This situation is the result of a change made by the BSF concerning the invoicing method. As our contribution income is recognized on a cash-basis accounting system, the Fonds' income is simply pushed back in time. The effect of this gap will be felt only for year 2002.

Communications

To increase public awareness of its mission, the Fonds produced a folder "In the event of fraud the Fonds d'Indemnisation des Services Financiers can compensate for your losses", intended for consumers. A diffusion plan of this folder was prepared in order to familiarize consumer associations, police forces, lawyers, Communication Québec, consumers media as well as its partners in the distribution of financial products and services industry, with the FISF. Still with a view to ensuring its promotion, the Fonds also revised and updated its Web Site, and gave it its own domain name, www.fisf.qc.ca (until 2002, the FISF's Web Site was part of the Bureau des services financiers' Web Site).

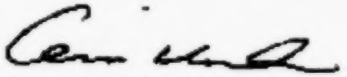
Bill No. 107

As part of the review of Bill No. 107 respecting the *Agence nationale d'encadrement du secteur financier*, the Fonds submitted a brief in which it expressed in particular its wish to see, enshrined in the Act, an authority dedicated to compensation. The latter would ensure the Fonds' independence in making decisions and would allow professionals and consumers to continue to fulfill their current role. Although this structure proposal was not retained, we applaud the intention of the legislator to strengthen public education regarding the consumption of financial products and services to facilitate a better understanding of the nature of the products and services offered as well as the recourses that are available.

We offer our collaboration to the Bureau de transition in order to promote not only a smooth continuity of the Fonds within the future Agency, but also to benefit from our concrete experience in compensation mechanisms within the scope of this change.

Acknowledgements

I wish to thank all the members of the Board of Directors and all our collaborators for their involvement and dedication toward the efficient operation of the Fonds d'indemnisation.



Gilbert Lalonde, C.L.U.
President

Claims processed in 2002

AMOUNTS RELATIVE TO THE CLAIMS ON WHICH A DECISION OF THE FISF WAS HANDED DOWN IN 2002

	Fund concerned by the claim[1]	Gross amount[2] requested by the claimants	Actuarial reserves[3]	Amount refused (on the basis of the actuarial reserves)	Amounts paid
Files opened in 1999	former **FIAD**	$49,325	$49,325	$14,617	**$34,708**
Files opened in 2000	former **FIAP**	$33,132	$19,879	$14,100	**$10,032**
	former **FIAD**	$132,334	$25,000	$0	**$25,000**
Files opened in 2001	former **FIAP**	$963,233	$250,571	$180,000	**$94,636**
	former **FIAD**	$14,012	$14,012	$7,039	**$6,972**
	FISF	$194,184	$193,821	$61,515	**$136,303**
Files opened in 2002	former **FIAP**	$29,459	$14,675	$5,675	**$11,575**
	former **FIAD**	$0	$0	$0	**$0**
	FISF	$327,964	$229,000	$7,149	**$76,250**
Total for 2002 *(all funds)*		**$1,743,643**	**$796,283**	**$290,095**	**$395,476**

1. The separate fund of "orphan" financial planners (who do not pursue activities in other sectors of the distribution of financial products and services for which the sale of products is authorized), the former FIPF, has not been the object of any claims since it was created.

2. **Gross amount:** Total amount claimed, regardless of the compensation ceilings set by regulation.

3. **Actuarial reserves:** Sums of money put aside to guarantee the payment of claims until a decision is made by the Board of Directors. These reserves are determined in particular on the basis of the applicable compensation ceilings.

AMOUNTS RELATIVE TO THE CASES STILL UNDER STUDY AS OF DECEMBER 31, 2002

	Fund concerned by the claim	Gross amounts requested by the claimants	Actuarial reserves
Files opened 2001	former **FIAP**	$557,402	$120,000
	former **FIAD**	$12,653	$12,653
	FISF	$220,064	$220,064
Files opened in 2002	former **FIAP**	$535,313	$262,572
	former **FIAD**	$0	$0
	FISF	$4,972,118	$1,718,437
Total files under study *(all funds)*		$6,297,550	**$2,333,726**

All of the 1999 and 2000 files were completely processed and a decision was handed down for each one of them.

FILES UNDER FISF MANAGEMENT IN 2002

Number of files under FISF management in 2002	Total amount involving the separate fund in insurance of persons (former FIAP)	Total amount involving the separate fund in damage insurance (former FIAD)	Total amount involving the Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
101	$2,118,539	$208,324	$5,714,330

Gross total amount of claims for the 101 files	$8,041,193

Number of files accepted in 2002 (claims deemed admissible)	Number of files involving the separate fund in insurance of persons (former FIAP)	Number of files involving the separate fund in damage insurance (former FIAD)	Number of files involving the Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
23	7	6	10

Number of files refused in 2002 (claims deemed inadmissible)	Number of files involving the separate fund in insurance of persons (former FIAP)	Number of files involving the separate fund in damage insurance (former FIAD)	Number of files involving the Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
20	15	1	4

RESERVE FOR COMPENSATION 2002, as of December 31, 2001

	former FIAP	former FIAD	FISF
Known claims Amounts claimed likely to be paid	$455,143	$12,243	$2,111,792
Fraud that occurred but was not reported*	$112,000	- 0 -	$1,477,140
Total compensation reserve (actuarial report)	$567,143	$12,243	$3,588,932

* Including the margins for unfavorable variances and the realization factor.

STATEMENTS

December 31, 2002

AUDITORS' REPORT	14
FINANCIAL STATEMENTS	
Revenues and Expenses	15
Changes in Fund Balances	15
Balance Sheet	16
Notes to Financial Statements	17 à 19

AUDITORS' REPORT

To the Directors of
Fonds d'indemnisation des services financiers

We have audited the balance sheet of Fonds d'indemnisation des services financiers as at December 31, 2002 and the statements of revenues and expenses and changes in fund balances for the year then ended. These financial statements are the responsibility of the Fonds d'indemnisation des services financiers's management. Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit.

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Those standards require that we plan and perform an audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free of material misstatement. An audit includes examining, on a test basis, evidence supporting the amounts and disclosures in the financial statements. An audit also includes assessing the accounting principles used and significant estimates made by management, as well as evaluating the overall financial statement presentation.

In our opinion, these financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Fonds d'indemnisation des services financiers as at December 31, 2002 and the results of its operations and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian generally accepted accounting principles.

Chartered Accountants

Quebec
February, 18 2003

Revenues and Expenses For the year ended December 31, 2002

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2002 Total	2001 Total
	$	$	$	$	$	$
Revenues						
Contributions	1,699,784	800,103			2,499,887	2,257,802
Interest	160,689	6,026	32,689	916	200,320	215,471
Subrogation revenue	1,000	92,900			93,900	78,139
	1,861,473	899,029	32,689	916	2,794,107	2,551,412
Expenses						
Compensation	1,328,157	223,076	(40,293)		1,510,940	518,466
Directors' fees	49,619				49,619	39,105
Travel expenses	24,091	404			24,495	17,483
Telecommunications	3,137				3,137	1,897
Management fees	484,309	31,533			515,842	209,952
Rental expenses	10,613				10,613	8,507
Professional fees	84,642	13,965			98,607	95,306
Training						2,960
Rental of rooms and equipment	882				882	897
Insurance	89,932		4,133		94,065	123,059
Printing and design	7,170				7,170	
Office supplies and courier	2,725	292			3,017	3,302
Professional dues	4,521				4,521	2,194
Administation fees - BSF	68,031				68,031	
Amortization of capital assets	4,024				4,024	1,202
Interest and bank charges	333	2,116			2,449	3,299
	2,162,186	271,386	(36,160)	-	2,397,412	1,027,629
Excess (deficiency) of revenues over expenses	(300,713)	627,643	68,849	916	396 695	1,523,783

The accompanying notes are an integral part of the financial statements

Changes in Fund Balances For the year ended December 31, 2002

	Invested in capital assets	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2002 Total	2001 Total
	$	$	$	$	$	$	$
Balance, beginning of year	5,476	2,383,592	(609,775)	1,006,208	32,070	2,817,571	1,293,788
Excess (deficiency) of revenues over expenses	(4,024)	(296,689)	627,643	68,849	916	396,695	1,523,783
Acquisition of capital assets	7,970	(7,970)					
Balance, end of year	9,422	2,078,933	17,868	1,075,057	32,986	3,214,266	2,817,571

The accompanying notes are an integral part of the financial statements

STATEMENTS

December 31, 2002

Balance Sheet December 31, 2002

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2002 Total	2001 Total
ASSETS	$	$	$	$	$	$
Current assets						
Cash	41,384	514	273		42,171	7,170
Term deposits, 2.50% to 3.50%, maturing on various dates until December 2003	4,842,199	487,514	421,474	32,235	5,783,422	5,384,246
Accounts receivable (note 3)	114,609	34,030	10,681	751	160,071	207,412
Prepaid expenses	66,667		1,073		67,740	71,453
	5,064,859	522,058	433,501	32,986	6,053,404	5,670,281
Term deposits, 3.44% to 4.09%, maturing on various dates until December 2005	719,878		653,799		1,373,677	518,665
Notes receivable in subrogation, without interest, maturing in 2012		95,482			95,482	
Capital assets (note 4)	9,422				9,422	5,476
	5,794,159	617,540	1,087,300	32,986	7,531,985	6,194,422
LIABILITIES						
Current liabilities						
Bank overdraft						117,219
Bank loan (note 5)						150,000
Accounts payable (note 6)	116,872	32,529			149,401	56,778
Compensation payable (note 7)	3,588,932	567,143	12,243		4,168,318	3,052,854
	3,705,804	599,672	12,243		4,317,719	3,376,851
FUND BALANCES						
Invested in capital assets	9,422				9,422	5,476
Unrestricted	2,078,933	17,868	1,075,057	32,986	3,204,844	2,812,095
	2,088,355	17,868	1,075,057	32,986	3,214,266	2,817,571
	5,794,159	617,540	1,087,300	32,986	7,531,985	6,194,422

The accompanying notes are an integral part of the financial statements.

On behalf of the Board,

Director

Director

NOTES TO FINANCIAL STATEMENTS

December 31, 2002

1 - GOVERNING STATUTES AND NATURE OF OPERATIONS

The Fonds d'indemnisation des services financiers is a fund incorporated under the Act respecting the distribution of financial products and services, sanctioned on June 20, 1998 by the Québec government. This fund took over corresponding funds created under the *Act respecting market intermediaries* as at October 1, 1999.

The Fonds d'indemnisation des services financiers has three distinct funds comprised of amounts in the Fonds d'indemnisation des assurances de dommages, Fonds d'indemnisation des assurances de personnes and Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers.

The purpose of the Fonds d'indemnisation des services financiers is to administer amounts deposited with the Fund. Its mission is also to compensate individuals who have been the victims of fraud, fraudulent tactics or embezzlement for which a firm, independent representative or an independent company may be held liable in connection with its activities. It also has responsibility for taking over claims on file with the former funds and to decide whether claims resulting from acts committed between September 1, 1991 and September 30, 1999 are eligible for payment in accordance with the regulations under the *Act respecting market intermediaries*.

On December 11, 2002, the Québec government adopted Bill 107 respecting the *Agence nationale d'encadrement du secteur financier* (projet de loi n°107).

This draft legislation serves to combine several development organizations in the financial services and public protection industry.

- Bureau des services financiers (BSF)
- Fonds d'indemnisation des services financiers (FISF)
- Commission des valeurs mobilières du Québec (CVMQ)
- Inspecteur général des institutions financières (IGIF)
- Régie de l'assurance-dépôt du Québec (RADQ)

These organizations will be combined to form the new *Agence nationale d'encadrement du secteur financier*. The date on which the Agence will commence operations is currently unknown. Each of the individual organizations will continue with its regular activities of applying legislation until the Agence officially begins operating.

On February 7, 2003, the Québec government set up a transitional committee to determine how the actual merger will take place and how the Agence will operate and be structured. Since the transitional committee's work is expected to last 12 months, the Agence should begin operating in 2004.

2 - ACCOUNTING POLICIES

Accounting estimates

The preparation of financial statements in accordance with Canadian generally accepted accounting principles requires management to make estimates and assumptions that affect the amounts recorded in the financial statements and notes to financial statements. These estimates are based on management's best knowledge of current events and actions that the Organization may undertake in the future. Actual results may differ from those estimates.

Income recognition

Income from contributions is accounted for as soon as the Bureau des services financiers collects the amounts.

Amortization

Capital assets are accounted for at cost and amortized over their estimated useful life using the straight line method over the following periods:

- Computers and software — 3 years
- Office furniture and equipment — 5 years

3 - ACCOUNTS RECEIVABLE

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	Fonds d'indemnisation des planificateurs financiers	2002 Total	2001 Total
	$	$	$	$	$	$
Accrued interest	83,076	4,915	10,681	751	99,423	39,207
Bureau des services financiers		1,515			1,515	91,851
Note receivable from other funds	31,533				31,533	
Other		27,600			27,600	76,354
	114,609	34,030	10,681	751	160,071	207,412

4 - CAPITAL ASSETS

	Cost	Accumulated amortization	Net
2002	$	$	$
Computers and software	9,464	3,523	5,941
Office furniture and equipment	5,184	1,703	3,481
	14,648	5,226	9,422
2001			
Computers and software	2,007	700	1,307
Office furniture and equipment	4,671	502	4,169
	6,678	1,202	5,476

5 - BANK LOAN

The bank loan, for an authorized amount of $1,500,000, bears interest at the prime rate plus 0.3% and is renegotiable annually.

6 - ACCOUNTS PAYABLE

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	2002 Total	2001 Total
	$	$	$	$
Trade accounts	83,397	996	84,393	56,778
Bureau des services financiers	33,475		33,475	
Notes payable to other funds		31,533	31,533	
	116,872	32,529	149,401	56,778

7 - COMPENSATION

Determining the amount of compensation payable under claims for situations that have been reported and those that have not, determined by the Organization's actuaries, is based on known facts and an interpretation of the circumstances taking into account experience with similar situations, historical claim settlement trends, settled claims, the number of unsettled claims and the frequency of events. The amounts in question are discounted to take account of the value of money over time.

The compensation expense on the statement of revenues and expenses is composed primarily of changes in the compensation allowance for the year compared to the previous year and compensation payments during the year.

The following table summarized changes in compensation payable:

	Fonds d'indemnisation des services financiers	Fonds d'indemnisation des assurances de personnes	Fonds d'indemnisation des assurances de dommages	2002 Total	2001 Total
	$	$	$	$	$
Balance, beginning of year	2,473,328	460,310	119,216	**3,052,854**	2,803,393
Allowance for the year	1,328,157	223,076	(40,293)	**1,510,940**	518,466
Claims settled during the year	(212,553)	(116,243)	(66,680)	**(395,476)**	(269,005)
Balance, end of year	3,588,932	567,143	12,243	**4,168,318**	3,052,854

8 - CASH FLOWS STATEMENT

No cash flows statement has been presented since principal operating, investing and financing activities may be readily apparent from the other financial statements and presenting such a statement would provide no additional information.

9 - RELATED PARTY TRANSACTIONS

The Bureau des services financiers exercises a control over the Fonds d'indemnisation des services financiers, appointing the members of this Fund's Board of Directors under the *Act respecting the distribution of financial products and services*. It also determines the Fonds d'indemnisation des services financiers' by-laws and has set the rules governing claim administration and eligibility. The Fonds d'indemnisation des services financiers has responsibility for administering the funds deposited and deciding the eligibility of claims. It also determines its operating expenses.

The Bureau des services financiers makes available to the Fonds d'indemnisation des services financiers human resources, capital assets and rental space. During the year, the Bureau des services financiers charged $595,486 ($220,653 in 2001) for the use of these resources. Pursuant to an agreement reached during the year, this amount includes an additional charge of $155,046 covering administrative expenses incurred for the years 1999, 2000, 2001 that had not been taken into account during these years and a part of the start-up costs of incurred at the time of implementation. These transactions were concluded in the normal course of the organizations' operations and were measured at the exchange amount, i.e. the value determined and accepted by the parties. As at December 31, 2002, the Fonds d'indemnisation des services financiers owed $74,889 ($23,699 in 2001) for such services.

Moreover, the Bureau des services financiers collects dues on behalf of the Fonds d'indemnisation des services financiers. Contributors to the Fonds d'indemnisation des services financiers are firms, independent partnerships, and independent representatives registered with the Bureau des services financiers. As at December 31, 2002, the balance of dues collected by the Bureau des services financiers to be remitted to the Fonds d'indemnisation des services financiers was $42,939 ($115,550 in 2001).

10 - CONTINGENCIES

Two lawsuits in the amount of approximately $240,000 have been filed against the Organization regarding decisions to refuse compensation claims in the course of its operations. The Directors are of the opinion that these lawsuits are without merit and, accordingly, no provision has been recorded in this respect.

11 - FAIR VALUE OF FINANCIAL INSTRUMENTS

The cash, term deposits, accounts receivable and accounts payable are financial instruments whose fair value approximates the carrying amount given the short period to maturity and the related terms and conditions.

The fair value of notes receivable in subrogation could not be determined because it is practically impossible to find financial instruments on the market with essentially the same financial characteristics.

TEXT
Fonds d'indemnisation des services financiers

GRAPHIC DESIGN
Mille Images

PRINTING
Litho Chic

2002 Annual Report
ISBN 2-922586-75-8
Legal deposit - Bibliothèque nationale du Québec, 2003
Legal Deposit - National Library of Canada, 2003

Fonds d'indemnisation
des services financiers

140, Grande-Allée Est, suite 300
Québec (Québec) G1R 5M8

Website www.fisf.qc.ca
E-mail info@fisf.qc.ca
Administration (418) 525-6273 extension 312
1 877 525-6273 extension 312

Information and Referral Centre
1 866 338-FOND
1 866 338-3663